

**Armony, Victor (2006) : « L'analyse lexicométrique du discours politique: porte d'entrée pour étudier les signifiants sociaux », dans *Les frontières du politique en Amérique latine. Imaginaires et émancipation*, sous la dir. de André Corten, Paris, Karthala, p. 117-138.**

Dans ce chapitre, nous présentons une analyse lexicométrique du discours présidentiel argentin. Cette approche méthodologique consiste à formuler et à exécuter, à l'aide de l'ordinateur, des protocoles de fouille qui prennent le mot comme unité de traitement : chaque mot du corpus est une unité discrète de contenu, en ce qu'il est porteur d'un noyau de signification socialement reconnu. Mais les procédures informatisées elles-mêmes n'interviennent pas sur le plan sémantique : c'est par le biais de l'étude extensive (sur de grands ensembles textuels) et systématique (à travers la formalisation des protocoles) des signifiants que l'on cherche à avoir accès à l'univers des orientations de sens des acteurs et des institutions<sup>1</sup>. La prémisses épistémologique de ce type d'approche veut que toute activité sociale soit une configuration complexe de pratiques et de significations. Un corpus discursif constitue, dans cette perspective, le registre objectif d'une action langagière et, de ce fait, se donne comme trace empirique (et, bien sûr, toujours partielle) des manières dont les acteurs tentent de fixer une certaine conception du monde<sup>2</sup>. L'analyste procède de manière itérative, en interrogeant les données textuelles et en accumulant des observations dans une logique hypothético-déductive. Les résultats ainsi obtenus ne sont certes pas « objectifs » – au sens de la découverte d'une vérité absolue – mais ils sont tributaires d'une démarche dont les principes ont été objectivés, c'est-à-dire rendus explicites et justifiés.

D'Émile Durkheim à Craig Calhoun, en passant par Jürgen Habermas et Niklas Luhmann, des sociologues provenant des plus divers horizons théoriques ont déjà souligné le fait que les notions qui sous-tendent le discours politique contribuent fortement à structurer notre

---

<sup>1</sup> Armony, Victor, *Représenter la nation: le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine*, Montréal, Éditions Balzac, 2000.

<sup>2</sup> Bourque, Gilles et Duchastel, Jules, « Texte, discours et idéologie(s) », *Revue Belge de Philosophie et d'Histoire*, n° 73, p. 605-619, 1995.

façon de penser le social<sup>3</sup>. Cela ne veut pas dire qu'il faille considérer que nous sommes esclaves des représentations dominantes, ou que chaque événement langagier est surdéterminé par ses « conditions de production ». Il s'agit plutôt d'envisager comment, dans un contexte discursif donné, l'ensemble des énoncés produits tendent à s'inscrire à l'intérieur de certaines balises, à s'organiser en fonction de certaines configurations, à valider une certaine « grammaire ». Tout énoncé politique possède certes une dimension purement stratégique et conjoncturelle, où l'on peut discerner le vrai et le faux. Mais, pris dans son ensemble (et non pas chaque énoncé dans son individualité), le discours politique ne ment pas : il « dit » une réalité (parmi d'autres). Qu'est ce que la société? D'où vient-elle? Que doit-elle devenir? Voilà les questions auxquelles le discours politique répond implicitement à travers ses multiples manifestations. Il va de soi que ces réponses ne font pas que « refléter » un certain ordre des choses ; elles participent à la construction, à la reproduction et à la naturalisation de cet ordre.

Nous avons développé ailleurs une vaste étude du discours des présidents Raúl Alfonsín et Carlos Menem<sup>4</sup>. Nous y avons envisagé le discours présidentiel argentin « comme l'un des lieux où se construit un 'projet de société' à visée hégémonique, soit une façon de poser – et d'imposer – le sens de la vie collective dans un contexte historique donné ». Sans nous inspirer directement des travaux de Cornelius Castoriadis et d'Ernesto Laclau, notre démarche convergeait sur plusieurs points de la réflexion de ces deux auteurs. En effet, nous nous étions intéressé à l'État comme principe de régulation de la société moderne et au fait que celui-ci cherche continuellement à fixer l'ordre social, tout en le faisant bouger à la faveur d'une conception déterminée de la vie collective. Nous avons alors défini le « principe de totalité » comme celui qui fonde la représentation du lien collectif – l'image de « l'être-ensemble » – et le « principe de justice » comme celui qui préside à la représentation du « devoir-être » et des orientations collectives. En nous appuyant sur la

---

<sup>3</sup> Voir, par exemple : Calhoun, Craig, *Critical social theory: culture, history, and the challenge of difference*, Cambridge, Mass., B. Blackwell, 1995. Durkheim, Émile, *Leçons de sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1995. Habermas, Jürgen, *Conciencia moral y acción comunicativa*, Barcelone, Península, 1985. Luhmann, Niklas, *Political theory in the welfare state*, Berlin, W. de Gruyter, 1990.

<sup>4</sup> Armony, Victor, *Représenter la nation...*

pensée d'Antonio Gramsci, nous avons avancé qu'une relation hégémonique doit se fonder sur une dynamique de « désencastrement » qui permet de penser la « forme » du social indépendamment de son « contenu », la société devenant l'objet d'une dialectique constante entre citoyenneté et nationalité, entre déontologie (« comment vivre ensemble ») et téléologie (« pourquoi vivre ensemble »). Il va de soi que cette dialectique peut être saisie avec le concept d'« institution imaginaire de la société » :

Toute société doit ériger son identité. D'où elle vient, où elle va, qu'est-ce qui la tient ensemble. Qu'est-ce qui est possible et impossible. Le rôle des significations imaginaires sociales est de répondre à ces questions, dans la mesure où sans elles il n'y aurait pas de culture et pas de société possible. Tout resterait chaos indifférencié.<sup>5</sup>

Aussi, comme nous le verrons, la réflexion développée par Laclau<sup>6</sup> autour des « signifiants vides » s'avère tout à fait compatible avec l'observation méthodique des patrons d'organisation des signifiants dans la surface du discours politique.

### **Le discours présidentiel comme objet d'étude**

L'analyse du discours présidentiel doit habituellement faire face à trois types de critiques à l'égard de la validité de son objet. La première réticence que l'on soulèvera est la suivante : ce n'est pas le président lui-même qui rédige les allocutions présidentielles; donc, ce que l'on analyse, c'est la parole de l'un ou l'autre de ses collaborateurs. La deuxième réticence renvoie au caractère opportuniste, mensonger et adulateur du discours des politiciens; on dira, en effet, que ceux-ci cachent ou embellissent la réalité selon leurs besoins, toujours dans une visée de manipulation ou de séduction des foules. La troisième réticence met aussi en cause la valeur de la parole présidentielle, mais en soulignant sa fonction purement

<sup>5</sup> Castoriadis, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, Paris, 1975

<sup>6</sup> Laclau, Ernesto, *La guerre des identités : grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2000.

rhétorique; le discours est ainsi vu comme une « langue de bois », un enchaînement de formules convenues et de platitudes. Ces trois critiques sont pertinentes si l'on cherche à saisir les « vraies » intentions du président ou le « vrai » sens de ses mots. Le travail journalistique, par exemple, doit se confronter à ce problème, car son objectif est de « révéler » les motivations et les agissements des figures publiques. Mais l'analyste du discours politique porte un regard tout à fait différent, si bien que les trois problèmes apparents que nous venons de décrire deviennent, en fait, des arguments qui renforcent la pertinence de l'étude de la parole présidentielle.

Commençons par la première critique. Il va de soi que la participation des présidents au processus de production discursive est plus complexe que la simple rédaction des allocutions. D'une part, au niveau opératif, le président garde toujours le contrôle de l'ensemble du processus, soit-il par l'exercice du veto ou par le fait même de choisir ses assesseurs d'image. Mais plus fondamentalement, cette critique s'appuie sur une vision simpliste du statut du discours politique dans nos sociétés. L'énonciateur et l'énoncé forment une unité, de la même manière que la marque et l'« image de marque » ne sont pas séparables dans le domaine du marketing. Peu importe l'identité du rédacteur, lorsque le président prononce son discours, celui-ci est investi du pouvoir symbolique et de la légitimité de l'institution présidentielle. Le président et sa parole sont indivisibles en tant qu'instance politique. Le journaliste ou le biographe pourront les séparer, en se demandant comment et pourquoi le chef de l'État en est venu à énoncer tels ou tels propos. Mais l'analyste du politique saisira le phénomène dans sa totalité : le président est lui-même un signifiant, une condensation de représentations dont sa parole est un élément central. Il ne s'agit pas d'adopter une perspective radicalement post-moderne où l'on considère qu'il n'y a *que* des images ou que *tout* est dans le discours, mais d'affirmer la double réalité – matérielle et symbolique – du politique.

Il est aisé de voir que les deux autres critiques perdent de leur force à la lumière de l'argument que nous venons d'avancer. Il faut cependant les aborder dans leur singularité respective. Que peut-on dire d'un discours présidentiel qui varie en fonction des aléas de la

conjoncture et qui, par définition, n'est jamais entièrement honnête. En fait, on peut en dire des choses extrêmement intéressantes. D'une part, l'analyste du discours se penchera sur les mutations et les continuités dans la parole présidentielle. Pourquoi change-t-elle d'une période à l'autre, d'un contexte d'énonciation à l'autre? Ces ajustements et réalignements du discours peuvent révéler des tendances dans le système des significations sociales du politique. Mais, plus fascinant encore, on cherchera à déceler les invariants, les points de densité du discours autour desquels toutes les autres significations s'articulent. Pourquoi est-ce que le président doit insister systématiquement sur tel sujet? Pourquoi doit-il référer sans cesse à telle valeur? Ces régularités dans la production discursive sont souvent le reflet de « lois » qui dépassent la capacité du président à bâtir une représentation dont il soit le (seul) principe structurant. Autrement dit, l'institution politique est l'objet de contraintes de sens : les normes de ce qui *peut* être dit et de ce qui *doit* être dit encadrent l'énonciation présidentielle. Quand un chef autoritaire se réclame de la démocratie, il ment, il cache la réalité, il manipule. Mais le fait même qu'il invoque ce principe est révélateur d'un horizon indépassable du politique.

La troisième critique est parfois soulevée par des praticiens de l'analyse du discours qui ne sont pas à l'aise avec l'application d'une approche quantitative et procédurale à des matériaux langagiers. Ces analystes privilégient les approches proprement qualitatives ou herméneutiques, où le chercheur s'approprie de son objet d'étude à travers une logique de la proximité et de l'approfondissement. L'analyste mobilise ses compétences sociolinguistiques et compréhensives, tout en faisant appel à des outils conceptuels qui lui permettent de cerner les effets de sens dans le texte. Bien évidemment, cette perspective est valide et pertinente. Mais il est aussi légitime d'adopter une posture différente face à la production de sens. On peut, en effet, se donner pour cible le phénomène de la *répétition* dans la surface textuelle<sup>7</sup>. Dans cette optique, l'analyse de la « langue de bois » propre au discours politique est aussi révélatrice que l'étude des compulsions dans la théorie psychanalytique. La répétition renvoie au décalage entre un manque ou un objet perdu (la

---

<sup>7</sup> Voir, à propos des applications possibles de la notion de répétition à l'analyse lexicométrique : Reinert, Max, « Le rôle de la répétition dans la représentation du sens et son approche statistiques par la méthode ALCESTE », *Semiotica*, 147-1/4, 2003.

satisfaction première dans la perspective freudienne) et l'acte par lequel le refoulé cherche à se rejouer. L'analogie avec le « symptôme » est utile en ce que les tendances fortes de la répétition dans le discours sont souvent involontaires, voire « inconscientes ». Mais dans le cas du discours politique, la « maladie » est collective : le répétitif devient le banal, le bruit de fond. Il ne devient significatif – au sens d'extraordinaire – que par sa disparition. Mais ici banal n'équivaut surtout pas à trivial. La répétition normalise, stabilise le monde commun. Elle a une portée phatique, mais dans le sens du « je t'aime » qui rassure les enfants au moment de la séparation, plutôt que dans le sens du « bonjour » que l'on échange entre des collègues au bureau. Ce dernier peut être remplacé sans conséquence par d'autres expressions ou même par un geste de la main; la manifestation d'affection ne véhicule pas d'information, mais elle tire sa puissance émotive de l'angoisse que son absence susciterait chez son destinataire. Comme dans la routine compulsive ou dans le rituel religieux, l'ordre des mots est consubstantiel à l'ordre du monde.

Ceci dit, nous devons nous attarder quelques instants sur une dernière question : pourquoi étudier le discours politique quand la politique elle-même semble s'étioler? Quelle est l'efficacité de la parole du chef de l'État dans une société de plus en plus fragmentée, où les identités fluctuent et les idéologies se volatilisent? Nous répondrons que le désengagement de l'État auquel nous assistons depuis quelques années n'implique pas une minimisation de son rôle dans la régulation des rapports sociaux, mais une transformation dans la manière de les gérer. Si l'on assiste à l'affaiblissement du fait national dans le cadre de la mondialisation, cette mouvance ne rend pas superflu pour autant tout discours « totalisant ». Tout ordre social implique, comme le souligne Marcel Gauchet<sup>8</sup>, une forme d'extériorité de la société à elle-même, c'est-à-dire une façon déterminée de poser le rapport à la source de sa légitimité. Alors que les sociétés prémodernes renvoyaient au-dehors d'elles-mêmes leur principe fondateur (les divinités, les ancêtres), la société moderne reporte son principe fondateur à une instance séparée, mais non pas extra-sociale : l'État. Toujours selon Gauchet, celui-ci instaure une coupure au sein de la société, en concentrant les clés d'une prise efficace et réflexive de la communauté sur son

---

<sup>8</sup> Gauchet, Marcel, « La dette du sens et les racines de l'État », *Libre*, n° 2, p. 5-43, 1977.

« autoproduction ». Cette modalité d'organisation comporte l'articulation d'un ensemble d'institutions qui structurent les rapports sociaux à l'intérieur d'un espace national. Puisque la société moderne se pose essentiellement comme autoproduction, l'ordre social doit être légitimé – en le fixant, en effaçant son caractère arbitraire et contingent – en référence à des principes de clôture. Comme nous le verrons, l'État moderne se voit contraint – en vertu de sa condition de facteur d'unité et de totalité – à s'adresser incessamment à la société, en produisant un discours sur « l'être-ensemble ». C'est dans le discours présidentiel que l'on trouve les traces les plus clairement observables de ce travail.

Nous envisageons le discours comme une « construction de relations » qui va « établir et authentifier à chaque fois, un micro-univers conceptuel »<sup>9</sup>. Suivant la même logique constructiviste dans l'analyse, nous privilégions une approche assistée par l'ordinateur où les interprétations sont développées de façon graduelle, itérative et cumulative sur la base de multiples tests, comparaisons et prélèvements d'indicateurs. Ainsi, au lieu de viser d'emblée certains phénomènes (en inventoriant, par exemple, les phrases qui répondent à une interrogation spécifique : que dit tel locuteur de telle chose?), nous nous laissons guider par les résultats de nos opérations. Ces opérations sont bien sûr arbitraires et partielles, dans la mesure où toute méthode comporte le choix d'un point de vue donné plutôt qu'un autre, mais elles nous permettent de rendre manifestes des régularités et des oppositions inattendues ou invisibles à la seule lecture linéaire ou purement herméneutique du texte. Un avantage majeur de cette approche réside justement dans la possibilité de la critiquer – car ses règles sont explicites – et de l'appliquer à divers objets en parallèle ou successivement, puisque ses principes et procédures ont été formalisés et standardisés. Divers types de mesures (calculées à l'aide de l'ordinateur afin d'obtenir des décomptes exhaustifs) permettent d'objectiver les préférences lexicales qui sous-tendent, chez un locuteur donné (individuel ou collectif), la dynamique de génération discursive. Nous nous situons à l'opposé des approches qui se rabattent sur la lecture en profondeur de quelques extraits jugés saillants (la stratégie des « beaux morceaux »). Au lieu de vouloir faire ressortir un

---

<sup>9</sup> Vignaux, Georges, *Le discours, acteur du monde : énonciation, argumentation et cognition*, Paris, Ophrys, 1988.

quelconque « sens latent » du discours, nous visons à constater certains phénomènes sur le plan de la distribution des signifiants dans la surface textuelle, en nous appuyant sur la prémisse suivante : il existe un lien observable entre les traces matérielles des micro-décisions discursives et la façon dont le locuteur construit sa réalité signifiante.

D'un point de vue sociologique, la production collective du sens est la résultante d'un ensemble de répertoires topiques qui balisent l'espace du discours social et lui confèrent une certaine unité. Ainsi, « le discours n'est plus la manifestation d'un sujet libre et individuel, ni un simple moyen de communication entre locuteurs et destinataires ; c'est l'expression d'une option politique et idéologique qui transcende le sujet, ainsi qu'un moyen d'action doté d'une force matérielle »<sup>10</sup>. A une conjoncture politique et idéologique donnée correspond une « formation discursive » qui détermine ce que le sujet peut et ne peut pas dire<sup>11</sup>, une formation discursive comportant un ensemble de règles anonymes, historiques, toujours déterminées dans le temps et l'espace qui ont défini à une époque donnée, et pour une aire sociale, économique, géographique ou linguistique donnée les conditions d'exercice de la fonction énonciative<sup>12</sup>. Suivant cette logique, nous dirons que tout énoncé à portée publique (aussi bien une oeuvre littéraire qu'une dépêche de presse, un arrêt de la cour ou un papier scientifique) peut être soumis à une lecture de ses ancrages idéologiques, de la manière dont il se situe par rapport à la norme sociale. En tant que « texte », il renvoie toujours aux pratiques discursives en vigueur dans la communauté politique dans laquelle il est produit, même lorsqu'il cherche à les modifier, subvertir ou combiner avec d'autres modèles. Mais si tout discours social est traversé par l'idéologique, c'est le discours politique qui touche directement au problème de la production de l'hégémonie, par laquelle une idéologie unificatrice tend à s'imposer. Le discours politique contribue, au moyen de tentatives constantes de fixation du sens de la vie collective, à ce

---

<sup>10</sup> Bonnafous, Simone, « Le congrès de Metz (1979) du Parti Socialiste: Processus discursifs et structures lexicales à travers les motions Mitterand, Rocard et C.E.R.E.S. », *Langages*, n° 71, p. 5-113, 1983

<sup>11</sup> Pêcheux, Michel et Fuchs, Catherine, « Mises au point et perspectives à propos de l'analyse automatique du discours », *Langages*, n° 37, p. 7-80, 1975.

<sup>12</sup> Maingueneau, Dominique, *Nouvelles tendances en analyse du discours*, Paris, Hachette, 1987.



que Gramsci<sup>13</sup> décrit comme une formation continue et un continuel dépassement d'équilibres instables entre les intérêts des divers groupes sociaux.

En nous inspirant de Gauchet et de Gramsci, nous dirons que le discours de l'État est un discours à prétention hégémonique qui vise la clôture du système et cherche à instaurer une modalité d'hétéronomie qui efface le caractère arbitraire et contingent d'une communauté territoriale historique, repoussant ainsi la violence potentielle qui menace toute forme d'existence sociale fondée sur un système de domination. Il s'agit, en effet, d'une tentative de fixation du sens et de légitimation de l'organisation présente et future de la vie collective. Bien entendu, cette tentative vise à normaliser un rapport de pouvoir, ce qui implique toujours la mise en place d'un dispositif d'occultation. Nous dirons alors pour conclure cette brève réflexion théorico-méthodologique que le discours politique et, plus particulièrement le discours étatique, est un discours de la *mêmeté*. Bien que l'ensemble du discours social renvoie aux répertoires topiques et aux « points nodaux » qui balisent l'espace politique, c'est l'État, comme dimension d'extériorité de la société par rapport à elle-même, qui produit le discours fondateur du *même* totalisant et unificateur – la nation, le peuple, le destin – pouvant gommer l'historicité du réel et rétablir ainsi une illusion de transcendance. Or, la *mêmeté* du discours étatique se manifeste surtout dans le phénomène de la *répétition*. Les mots magiques, les mots sacrés, les mots qui « font croire »<sup>14</sup>, les mots qui nomment une « plénitude communautaire absente »<sup>15</sup>, sont les mots qui se répètent. Les mots (et les associations de mots) récurrents sont les traces d'une fixation partielle de la signification sociale. Il ne s'agit pas d'une récursivité complète et absolue – car « le principe de la répétition dominerait toute pratique à l'intérieur du système et il n'y aurait rien à hégémoniser »<sup>16</sup> – mais d'une régularité qui, par son existence même, indique un manque que l'on vise à combler.

---

<sup>13</sup> Gramsci, Antonio, *Note sul Machiavelli, sulla politica e sullo stato moderno*, Roma, Editori Riuniti, 1977.

<sup>14</sup> Bourdieu, Pierre, Entretien avec Didier Eribon, *Libération*, 19 octobre 1982, cité dans Alain Accardo et Philippe Corcuff, *La sociologie de Bourdieu*, Bordeaux, Le Mascaret, 1986.

<sup>15</sup> Laclau, Ernesto, *La guerre des identités...*

<sup>16</sup> Laclau, Ernesto et Mouffe, Chantal, *Hegemony & Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*. Londres y New York, Verso, 1985.

## L'analyse du discours présidentiel

Dans les pages qui suivent, nous présentons une analyse sommaire du discours présidentiel argentin. Dans ce but, nous nous servons d'une base de données textuelles qui a déjà fait l'objet de diverses études systématiques<sup>17</sup>. Nous nous centrons ici sur certaines procédures qui permettent d'illustrer les possibilités (et les limites) d'une approche lexicométrique dans le contexte d'une recherche sur les imaginaires politiques et la construction du sens dans l'espace politique. Plus particulièrement, nous effectuons des comparaisons qui permettent de cerner sur le plan empirique plusieurs phénomènes que nous jugeons pertinents. Bien évidemment, nous ne prétendons pas que cette perspective méthodologique soit la seule ou la meilleure pour aborder ce type de phénomènes. Cependant, nous considérons que celle-ci peut apporter des éléments intéressants à une démarche qui tient compte de la façon dont la parole présidentielle contribue à la structuration de l'espace politique dans un état de société donnée. Nous présenterons trois procédures : (a) l'analyse des tendances lourdes dans la représentation de la totalité sociale; (b) l'analyse des notions distinctives ; (c) l'analyse des réseaux sémantiques. Nous avons choisi ces trois procédures pour deux raisons. D'une part, elles mettent l'accent sur la dimension diachronique des phénomènes observés, ce qui nous permet de problématiser la question de la stabilité et du changement dans la production du sens. D'autre part, ces trois procédures génèrent des indicateurs que l'on peut associer – bien que de manière indirecte et partielle – à plusieurs concepts théoriques fondamentaux.

La première procédure consiste à examiner les tendances dans l'utilisation de ce que nous appelons le « vocabulaire de base » du discours présidentiel<sup>18</sup>. Ce vocabulaire est composé des mots que les présidents emploient de manière régulière et relativement constante dans toute situation d'énonciation. Ils font partie de ce que typiquement est vu comme de la « langue de bois » : essentiellement, les références à la nation, au peuple, à la société. Ces

<sup>17</sup> Voir notamment : Armony, Victor, *Représenter la nation...*

<sup>18</sup> Aux fins de cette procédure, nous nous servons des messages présidentiels annuels à l'Assemblée législative.

notions constituent une sorte de « bruit de fond », en ce qu'elles sont rarement investies d'un surplus de sens (par une association transgressive, par un usage dépendant des conditions d'énonciation, etc.). Ces mots incarnent pleinement l'idée de la *mêmeté* dans le discours de l'État. On pourrait dire qu'ils ne produisent d'effets de sens – c'est-à-dire du sens nouveau – que par leur absence. Leur analyse en soi ne révèle pas grand-chose, car ils sont devenus, comme les « mots outils » qui remplissent une pure fonction grammaticale, des « mots vides ». Mais l'étude systématique des tendances au long terme nous est utile à deux niveaux. D'abord, comme le Graphique 1 le montre, la remarquable stabilité de leur fréquence relative d'utilisation par les présidents semble confirmer l'hypothèse d'une surdétermination de la parole étatique par le système de significations sociales : le discours du pouvoir est lui aussi encadré par la stabilisation de sens que fonde, dans les termes de Castoriadis, l'« institution de la société ». Or, si étonnant que cela puisse paraître, ce type de constat empirique est pratiquement inexistant dans la plupart des recherches sur l'espace politique. La quête des « effets de sens » amène presque invariablement les chercheurs à centrer leurs analyses sur les inflexions et les points tournants dans la production discursive. Pourtant, bien que la parole politique soit par définition volatile et changeante, les balises de la formation discursive dans laquelle elle s'inscrit sont extrêmement stables. Ce constat de la stabilité est d'ailleurs tout à fait cohérent avec les formulations théoriques qui sous-tendent bien de ces études. L'imaginaire radical, pour reprendre encore les termes de Castoriadis, se déploie sur un fond d'imaginaires sociaux fortement institués. Comme dans le monde physique, le changement est plus visible, mais l'inertie l'emporte dans la plupart des cas.

D'autre part, il est toujours pertinent d'établir les repères (relativement) statiques d'un phénomène avant de se tourner vers ses variations. Les tendances qui se dégagent de notre analyse révèlent un équilibre – assez indépendant de la conjoncture et de l'identité politique du président – entre les références à la totalité « universaliste » (la société, l'économie) et les références à la totalité « particulariste » (le peuple, la nation). Nous faisons cette distinction en nous basant sur l'idée que l'État-nation s'assoit sur une tension entre deux paradigmes : celui du rapport civique – fondé sur la figure de l'individu comme citoyen et

sujet économique libre – et celui du rapport « ethnique », « communautaire » ou « identitaire ». Rappelons, avant de continuer, le statut que nous donnons aux données lexicométriques. Ces données sont des traces – au sens premier du terme : des images résiduelles et déformées d'un phénomène – qui nous permettent de renforcer (ou de contredire) nos hypothèses, sans pour autant nous apporter des réponses définitives. Ce que nous voyons dans le graphique des tendances semble conforter notre intuition concernant le travail d'équilibrage – de fixation partielle, de clôture – que l'État doit réaliser sans cesse. Mais, en même temps, c'est grâce à l'observation de la stabilité que nous pouvons saisir plus clairement les changements. Ainsi, on remarque quelques « anomalies » que l'on devra tenter d'expliquer. Il s'agit notamment des incréments soudains de la référence socio-économique en 1987, 1992 et 2002. Les deux premiers correspondent à des tournants clefs dans les présidences d'Alfonsín et de Menem respectivement (lancement du projet de la « Seconde République » par le premier, lancement de la « Convertibilité » par le second). Mais c'est en 2002 que nous voyons une dynamique particulièrement intéressante : il s'agit bien sûr de l'éclosion de la crise économique et de la chute du gouvernement de De la Rúa. Mais ce qui doit retenir notre attention, c'est la tendance à la « correction » de la courbe : en 2003, 2004 et 2005, le poids relatif de la référence socioéconomique diminue de manière constante pour en arriver aux moyennes historiques<sup>19</sup>. Cette « normalisation » de la tendance est extrêmement éloquent à l'égard de la surdétermination de la parole étatique par le système de significations sociales.

La deuxième procédure est celle qui nous permet d'identifier les « notions distinctives » des diverses périodes présidentielles. Aux fins de cette présentation, nous avons retenu des échantillons extensifs des quatre présidents qui ont marqué l'espace politique de la démocratie en Argentine : Juan Perón, Raúl Alfonsín, Carlos Menem et Néstor Kirchner<sup>20</sup>.

---

<sup>19</sup> En 2002 et 2003, c'est le président par intérim Eduardo Duhalde qui prononce l'allocation devant le Congrès. En 2004 et 2005, c'est l'actuel président Kirchner.

<sup>20</sup> Perón fut président de 1946 à 1955 et de 1973 à 1974, Alfonsín de 1983 à 1989, Menem de 1989 à 1999 et Kirchner est président depuis 2003. Notre corpus comporte un échantillon de discours de chaque président. Il faut noter que, pour des raisons de disponibilité des matériaux textuels, le corpus de Perón est comparativement plus restreint : il couvre seulement sa présidence de 1946 à 1955. Aussi, le corpus de

Il est important de souligner que chacun de ces présidents a été le porteur d'un « projet de société », si l'on comprend par cette expression une visée hégémonique de « refondation » de la politique<sup>21</sup>. Chacun de ces présidents a été lié à un point tournant de la vie collective : Perón a été au cœur d'une extraordinaire mobilisation populaire dans les années 1940 et 1950, Alfonsín a piloté la transition démocratique à la suite du retrait de la dictature militaire au début des années 1980, Menem a été l'artisan du virage néolibéral qui s'est déroulé tout au long des années 1990 et Kirchner est le leader l'Argentine post-crise et, pourrait-on dire, post-néolibérale. Ces quatre présidents ont réussi à faire de leur parole un instrument fondamental de l'action politique. Tous les quatre ont introduit des notions et des images qui, de manières différentes, ont fortement orienté et encadré le discours public. Certaines de leurs expressions sont restées inscrites de manière indélébile dans la mémoire collective des Argentins. La procédure statistique que nous appliquons nous permet de faire ressortir les mots qui ont caractérisé le discours de chaque président, cela dans une perspective comparative. Autrement dit, le Tableau 1 montre les principaux mots qui distinguent le discours de chaque président vis-à-vis des trois autres<sup>22</sup>.

Une lecture rapide des mots du tableau nous permet de saisir l'essentiel du discours des présidents. Si dans la première procédure nous nous concentrons sur les continuités dans la parole présidentielle, ici nous visons la rupture dans les processus de signification. Cette démarche nous aide à faire ressortir les tentatives de fixation du sens par l'État. Nous y voyons aussi les traces de possibles « signifiants vides ». Bien que nous ne puissions pas développer ici une analyse approfondie de la structuration de l'espace politique durant ces différentes périodes historiques, nous nous attarderons quelques instants sur chacune

---

Menem couvre seulement la période de 1989 à 1993. La taille des corpus est la suivante : Perón : 70,493 mots; Alfonsín : 603,472 mots; Menem : 483,946 mots; Kirchner : 290,493 mots.

<sup>21</sup> Dans le cas du président actuel, Néstor Kirchner, cela est moins clair pour le moment, mais il incarne tout de même un projet de renouveau politique.

<sup>22</sup> Cette procédure consiste à comparer les fréquences d'utilisation de tous les mots dans chaque sous-corpus (correspondant à un président en particulier) avec leurs fréquences dans les autres sous-corpus. On utilise une mesure de significativité pour calculer la probabilité que les écarts (la sur-utilisation ou la sous-utilisation d'un mot dans un sous-corpus) soient dus au hasard. Il faut souligner qu'il ne s'agit pas d'une mesure d'exclusivité: le fait que, par exemple, le terme *argentinos* soit distinctif (caractéristique en raison d'une sur-utilisation fortement significative) du discours du président Kirchner ne veut pas dire que ce même terme ne soit pas présent dans le discours des autres trois présidents, mais que Kirchner l'emploie beaucoup plus fréquemment que ses prédécesseurs.

d'entre elles afin d'en mentionner quelques aspects clefs. Mais, avant de continuer, nous devons insister sur le caractère schématique de notre présentation. Les tableaux constituent des « portes d'entrée » au discours. Nos interprétations ne se fondent pas que sur les listes de mots. Elles sont l'aboutissement d'une démarche accumulative qui comporte, bien évidemment, une lecture des occurrences en contexte. Par exemple, nous avons examiné tous les énoncés qui contiennent les mots qui sont ressortis dans les listes, cela dans le but de valider et d'enrichir notre analyse. C'est pourquoi nous pourrions affirmer qu'un terme donné « renvoi » à certaines significations ou qu'il fait partie d'une « chaîne ».

Dans le discours de Perón, nous observons une configuration assez nette de significations : le peuple, sa chaîne d'équivalences (les sans-chemises, les ouvriers, les travailleurs, les masses, les camarades) et ses antagonistes (l'oligarchie, l'exploitation, les communistes). Outre les bannières typiques du mouvement populiste (le droit, la doctrine, l'industrialisation), nous voyons ressortir les signifiants vides à la base de la relation hégémonique péroniste : l'ordre, l'unité et l'indépendance. Dans le cas d'Alfonsín, le vocabulaire distinctif contient des termes qui rendent compte de son « projet de société » et de son caractère foncièrement volontariste (l'effort, la cohabitation, l'éthique). Les signifiants vides, nous semble-t-il, sont ceux qui renvoient au manque que son projet politique vise à remédier : la démocratie et la liberté. Le discours de Menem se caractérise par le vocabulaire de la macroéconomie (marché, privatisations, hyperinflation, dérégulation, productive) qui s'articule – comme c'est souvent le cas dans les discours néopopulistes – à une vision organiciste et fataliste (la communauté, Dieu, la patrie). L'État, démonisé comme responsable de la décadence de l'Argentine, et la stabilité, idéalisée comme ce qui a fait défaut jusque là et qui représente la condition nécessaire au décollage économique du pays, constituent les principaux signifiants vides du menemisme<sup>23</sup>.

---

<sup>23</sup> Il va de soi que nos interprétations découlent d'une analyse bien plus étendue que celle que nous présentons très sommairement ici. Rappelons que l'objectif de ce texte est de présenter une approche théorico-méthodologique. L'étude du discours présidentiel argentin se veut une illustration schématique de l'application de cette approche.

Enfin, le discours de Kirchner se distingue par un volontarisme similaire à celui d'Alfonsín (construire, générer, récupérer), ainsi qu'une référence accrue au vécu des acteurs (les gens, l'estime de soi). Outre les termes proprement économiques (l'investissement, le travail, la sustentabilité), on observe un possible « point nodal » (un point de fixation partielle du sens, selon Laclau) : l'« inclusion » (et son contraire, l'exclusion). La récurrence des mots « argentins » et « argentine » semble confirmer l'hypothèse que certains auteurs avancent au sujet d'une résurgence nationaliste après la crise de 2001. Il est intéressant de noter, à la lumière de cette remarque, que la totalité sociale est représentée différemment dans chaque période : le « peuple », la « société », la « patrie », l'« Argentine ». Peut-on y voir une évolution, non pas dans le sens d'un progrès, mais dans le sens d'une dynamique politique? Penchons-nous brièvement sur cette question. Quels sont les antagonistes dans le discours présidentiel? Chez Perón, cela est clair : l'ennemi est le champ anti-populaire. Dans le cas d'Alfonsín, c'est l'anti-libéralisme politique. Déjà là, on perçoit une désincarnation de l'antagoniste : la menace est dans nous-mêmes, dans nos attitudes autoritaires et intolérantes. Pour Menem, la menace est dans l'instabilité qui, elle, est le résultat d'une intervention étatique excessive, corrompue et inefficace. Encore là, la menace vient de la société elle-même, des erreurs du passé et du carcan dont on n'a pas su se débarrasser. Enfin, Kirchner met l'accent sur l'exclusion et le chômage. Ses discours sont sans ambiguïté : la responsabilité de la situation actuelle revient aux néolibéraux. Cependant, une fois de plus, l'ennemi *est* dans le système. Mais à la différence de ce que l'on observe chez Alfonsín et Menem, il ne s'agit pas d'une culpabilisation (et donc d'une déculpabilisation) collective. Nous examinerons ce phénomène plus en détail dans la prochaine étape de l'analyse.

La troisième procédure que nous présentons dans ce chapitre est celle qui consiste à détecter les cooccurrences significatives de certains termes névralgiques du discours politique. Le lecteur aura peut-être remarqué que la notion de justice n'est pas associée de manière univoque à l'un ou l'autre des quatre présidences étudiées. En fait, le mot « justice » occupe une place centrale dans l'ensemble du discours de l'État, si bien que l'on peut affirmer qu'il est le signifiant vide par excellence du discours politique argentin (un

phénomène qui est probablement commun à la plupart des pays latino-américains). La justice est, en effet, le signifiant d'une « totalité absente », un terme qui renvoie à « l'impossibilité constitutive de la société »<sup>24</sup>. On pourrait dire que cela est le propre de plusieurs mots qui jouent le rôle de signifiants d'un manque indépendamment de la période sociohistorique. Pourtant, nous avons vu que les termes « démocratie » et « liberté » sont caractéristiques du discours d'Alfonsín. Mais, ce n'est pas tout : l'analyse de la tendance de leur utilisation révèle un déclin soutenu au fil des années. On peut avancer l'hypothèse que l'idée de démocratie devient un sous-entendu du discours politique – on n'a plus besoin de l'invoquer ou de s'en réclamer de manière récurrente – mais du même coup elle perd son potentiel mobilisateur. L'idée de justice, par contre, demeure un noyau de la parole étatique. La question qui se pose, alors, est celle des renvois de sens : que veut dire « justice » dans le cadre de chaque tentative de constitution d'une relation hégémonique de la part de l'État? Pour obtenir une réponse à cette question, nous faisons appel à un outil statistique qui nous permet d'échapper au piège de la stratégie des « beaux morceaux ». Cette dernière amène l'analyste à chercher la définition du terme par le biais de la quête de l'intentionnalité du locuteur. Comme on poserait la question dans le contexte d'une entrevue, on interroge le texte au premier degré : que dit-il de la justice? Notre approche est aveugle à l'intentionnalité qui sous-tend la production discursive. Notre question est plutôt : que *fait-t-il* du terme « justice »? Nous dépisterons alors les associations syntagmatiques significatives, ce que parfois l'on appelle les « réseaux sémantiques », soit les associations récurrentes des mots dans l'espace de l'énoncé<sup>25</sup>.

Le tableau 2 montre les principales cooccurrences du mot « justice » dans le discours des quatre présidents. Concrètement, la procédure nous permet de saisir les liens d'« attraction » (et de « répulsion ») entre les unités lexicales. Pour l'exprimer selon la logique probabiliste, on peut dire que la présence du mot A dans un énoncé quelconque

---

<sup>24</sup> Laclau, Ernesto, *La guerre des identités...*

<sup>25</sup> L'analyse des cooccurrences est une technique heuristique qui permet d'identifier, pour un terme désigné comme pivot, les corrélations lexicales significatives. Nous appliquons un indice qui mesure pour chaque mot présent dans l'entourage du « mot-pôle » (pour nous, une notion centrale) la probabilité que ce covoisinage soit dû à la chance.



augmente significativement la probabilité de voir aussi, dans le même énoncé, le mot B. Ce type de technique permet d'identifier les chaînes d'association lexicale qui structurent la parole, souvent à l'insu du locuteur lui-même. Les données du tableau sont, comme dans les cas précédents, purement indicatives. Une analyse du discours extensive et systématique se fonde sur une démarche bien plus complexe. Nous visons tout simplement à illustrer ici l'utilité d'une telle approche. Cependant, même ces quelques résultats nous suggèrent l'existence d'une véritable rupture entre les diverses présidences. Pour le dire avec les concepts de Laclau, la justice est le signifiant vide clef – et constant – du discours politique argentin, mais il s'articule à des fixations partielles de sens qui, elles, sont liées aux signifiants vides qui permettent à chaque président d'établir (ou de tenter d'établir) une relation hégémonique. La justice est une « justice sociale » pour Perón, une justice qui fait partie d'un projet économique, lui-même défini par la clôture de la nationalité (au moyen de l'idée d'indépendance). La justice est aussi sociale pour Alfonsín, mais elle s'avère surtout abstraite et formelle, une règle d'équité qui fonde la coexistence pacifique. Pour Menem, la justice se décline à travers l'idée de donner réponse aux besoins de la population – la santé, la faim, la sécurité, l'éducation – dans le cadre d'une conception assistentialiste. Kirchner connecte la justice à la citoyenneté, cela à travers le principe de l'équité, la dignité et l'inclusion. Les références à la mémoire et à l'impunité (relatives aux atrocités de la dictature militaire de 1976-1983) sortent la justice de son univers socioéconomique et formaliste, pour l'intégrer à la problématique de l'identité nationale. Nous avons suggéré, sur la base des résultats de la deuxième procédure, que la totalité sociale est représentée différemment par chaque président. Le principe de totalité est lié au principe de justice : le peuple travailleur de Perón est celui qui se constitue dans l'identité commune face à l'injustice sociale et économique imposée par les figures de l'anti-peuple et de l'anti-national (l'oligarchie locale et l'impérialisme étranger); la société démocratique et pacifique d'Alfonsín se construit par l'effort de tous comme espace d'équité face à l'autoritarisme et le sectarisme (par lesquels une partie de la société impose sa volonté à l'autre); la patrie de Menem est la communauté d'origine et de destin qui est promise à un décollage économique dans le cadre de la mondialisation, ce qui devrait permettre de régler les « problèmes sociaux ».

Kirchner, quant à lui, se positionne nettement contre la vision proprement néolibérale de Menem, celle d'une fierté nationaliste et fataliste de la performance macroéconomique. L'Argentine de Kirchner est une communauté inclusive de tous les citoyens. En fait, plus que le mot « Argentine » (l'entité transcendante), c'est le terme « Argentins » (les gens qui la constituent) qui caractérise surtout son discours. Kirchner semble reconduire certains aspects du discours d'Alfonsín, tout en les intégrant à une matrice de significations péronistes. Le « peuple » de Perón comme entité centrale n'est plus là, non plus que l'affirmation indépendantiste ou l'invocation de l'ordre comme valeur fondamentale de la vie collective. Le discours de Kirchner est proche de celui d'Alfonsín en ce qui concerne son appel à la construction volontariste et consciente d'une société par tous et pour tous. On pourrait dire que l'idée d'une justice qui a des assises autant socioéconomiques qu'identitaires et symboliques constitue une extension de la perspective d'Alfonsín, où la reconnaissance et le respect de l'autre sont des moments primordiaux de l'existence sociale. En revanche, la parole de Kirchner révèle les traces de la crise de 2001, notamment à l'égard de la mobilisation des « gens ordinaires ». Vingt ans plus tard, le tournant « subjectif » est net. En fait, ce que certains intellectuels proches de Kirchner appellent un retour au « nationalisme sain »<sup>26</sup> reflète une dynamique de reconstruction d'une clôture du politique qu'Alfonsín avait affaibli (dans son opposition au nationalisme agressif et intolérant des régimes militaires et de l'extrême droite) et que Menem avait complètement oblitéré : celle d'une négativité extra-nationale. Cette négativité n'a pas d'identité sociologique précise dans l'imaginaire politique (comme c'était le cas avec l'« oligarchie », les « agents étrangers », les « communistes »), mais elle s'incarne dans un « modèle » (la « mondialisation », le « néolibéralisme », le « capitalisme sauvage », la « corruption », les « profits excessifs », etc.) dont les acteurs peuvent trouver des manifestations concrètes : les banques (surtout étrangères), les compagnies (privées) qui pourvoient des services publics (comme, par exemple, l'eau, l'électricité, le transport en commun), certains politiciens (nationaux ou étrangers), etc.

---

<sup>26</sup> Voir le chapitre de Pablo Semán dans cet ouvrage.

Cette culpabilisation diffuse est néanmoins efficace, en ce qu'elle crée un sentiment de solidarité à certains moments critiques – par la mise en place d'une chaîne d'équivalences qui fait des luttes concrètes l'expression d'une action oppressive commune – et donne lieu à l'émergence de nouveaux signifiants vides autour de l'identité nationale. Les *piqueteros* d'abord et la classe moyenne mobilisée ensuite ont incarné, selon la formule de Laclau « l'opposition commune au pouvoir oppressif », avant et durant la crise de 2001. Ce n'est certes pas un hasard que les gens qui protestaient dans les rues s'adonnaient spontanément à chanter l'hymne national. On peut dire que Kirchner représente ce mouvement d'affirmation citoyenne dont l'« au-delà de toutes les différences »<sup>27</sup> s'exprime dans l'idée de la « récupération nationale ». Ce contenu – non pas nécessairement ou exclusivement sous cette forme précise – est devenu (bien sûr de manière temporaire et instable, comme toute fixation partielle de sens) le signifiant de la « justice » en général. Les mots « récupérer » et « récupération », avec ses variantes, apparaissent un total de 471 fois dans notre corpus d'allocutions de Kirchner. Comme nous le voyons dans le Tableau 1, le verbe à l'infinitif se trouve parmi les principales notions distinctives du président actuel. La liste des adjectifs et des compléments associés à ces termes est extrêmement riche et diversifiée. Il faut récupérer, entre autres : l'estime de soi, la dignité, l'Argentine, la confiance, l'espoir, la crédibilité, les valeurs, le bonheur, l'identité, la justice, les institutions, la patrie, la politique, la potentialité, le progrès, la société, la solidarité, les rêves, la qualité, le chemin, la culture, la cohabitation, les équilibres, l'esprit, l'État, les habitudes, les liens, la mémoire, l'optimisme, la rationalité et le respect. On vise la récupération : nationale, argentine, économique, intérieure, graduelle, productive, claire, correcte, forte, etc.

Le mot « récupérer » revêt en espagnol les mêmes connotations qu'en français : rentrer en possession, retrouver, reprendre une chose perdue. Il implique trois moments dans le temps : la possession, la perte et le (désir d'un) retour à l'état original. Tout emploi du mot « récupérer » dans un sens figuré mobilise une narration autour de l'état original (généralement idéalisé : « le grand pays que nous avons ») et d'une chute (la crise, l'échec, la déchéance) dont la responsabilité peut être attribuée (généralement à un coupable externe

---

<sup>27</sup> Laclau, Ernesto, *La guerre des identités...*

ou à une faiblesse interne). L'imaginaire de la perte et de la récupération est au cœur de l'univers symbolique en Argentine. On connaît bien le récit du déclin du pays progressiste et prospère qui s'est « latino-américanisé » en tombant dans une spirale de « sous-développement »<sup>28</sup>. Mais cela peut être énoncé de plusieurs façons. Le fait que Kirchner utilise quatre fois plus fréquemment les termes « récupérer » et « récupération » que ses deux prédécesseurs nous indique indubitablement un choix. Ce choix correspond bien à la volonté de reconduire la narration « classique » de la déchéance nationale, mais l'idée de récupération entraîne un élément qu'il faut souligner : la possession. Dans le discours de Kirchner, il s'agit clairement d'une récupération de l'Argentine *par* et *pour* les Argentins. En cela, son discours est bel et bien nationaliste, non pas dans le sens exclusiviste ou organiciste, mais dans une perspective de *réappropriation*. Cet extrait illustre parfaitement la teneur des propos de Kirchner :

... les rêves des Argentins de récupérer [*volver a recuperar*] l'espoir et de pouvoir [*volver a recuperar*] récupérer notre Argentine. Il n'y a rien de pire pour une nation, pour un peuple, que de perdre la capacité d'estime de soi ... Je crois que c'est dans la solidarité, dans la démocratie, dans le consensus et la pluralité que nous allons la récupérer. (13 novembre 2003)

## Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons montré comment l'approche lexicométrique peut s'avérer une porte d'entrée particulièrement appropriée dans l'étude des significations sociales. Nous nous sommes penché sur le discours présidentiel argentin, en tant que projet hégémonique de fixation de sens dans un espace politique national donné. Par le biais de trois procédures, nous avons généré des résultats qui nous ont permis d'illustrer le potentiel de cette méthode. La première procédure a visé à cerner les tendances lourdes dans la discursivité

---

<sup>28</sup> Armony, Victor, « L'expérience argentine des rapports entre l'économie, la société et l'État », dans *L'Éthique dans les démocraties libérales: État, économie, société civile*, Montréal, Guérin éditeur, 2003

de l'État. Nous avons vu que l'utilisation des désignations de la totalité sociale répond à des patrons extrêmement stables. On peut imaginer que le président (ou son entourage) ne compte pas les occurrences de chaque mot dans ses allocutions avant de les prononcer<sup>29</sup>. Pourtant, nous avons pu constater que l'équilibre entre les deux façons de représenter la totalité demeure constant, sauf aux moments de choc socioéconomique. Cette procédure ne nous apprend pas grand-chose sur le plan du contenu du discours politique. Cependant, elle valide notre présupposé concernant la surdétermination de la parole étatique par des normes méta-discursives. Cette technique pourrait être appliquée dans divers contextes et dans une perspective de longue durée. Comme nous l'avons suggéré, cette mesure de l'inertie peut aussi servir de critère pour la détection de déplacements de sens dans la signification imaginaire sociale, ces mouvements « tectoniques » extrêmement difficiles à saisir par l'observation ponctuelle. Ainsi, certains changements apparents pourront être vus comme des simples altérations conjoncturelles, alors que d'autres mutations moins éclatantes peuvent se révéler comme des indications d'une grande rupture.

Les deux autres procédures nous ont permis d'obtenir des résultats pertinents sur chaque président. L'analyse extensive et systématique de leur discours fait ressortir les termes qui sont porteurs de significations sociales clefs. Il est possible d'affirmer que certains de ces mots sont des lieux de « surinvestissements de sens », selon la perspective théorique de Laclau, ou encore des matérialisations de l'« imaginaire social » tel que défini par Castoriadis. Les procédures que nous avons présentées ici ne génèrent pas de listes automatiques de « points nodaux » ou de « signifiants vides ». Cette prétention serait absurde. C'est bien sûr au chercheur de décider le statut des phénomènes observés, et cela sur la base de considérations analytiques qui dépassent la seule démarche empirique. Mais, l'analyse lexicométrique met au jour des régularités – de répétition et d'association – qui exigent du chercheur une explication. C'est là que le véritable potentiel de cette approche peut être apprécié. Pourquoi Alfonsín lie le terme « justice » à celui de « liberté »?

---

<sup>29</sup> En fait, nous avions prédit, lors des discussions de notre groupe de recherche en vue de la préparation de cet ouvrage, que la tendance serait maintenue. Les données sont venues confirmer cette prédiction fondée sur une inférence lexicométrique. Bien évidemment, Kirchner lui-même n'aurait pas pu savoir qu'il allait respecter la tendance lourde avec une telle précision.

Pourquoi Kirchner emploie si fréquemment les mots « récupérer » et « récupération »? Peut-être s'agit-il d'un pur effet de rhétorique. Mais ces « anomalies » doivent faire l'objet d'une enquête, soit-il pour les écarter ou pour les intégrer au dispositif d'interprétation.

Comme le dit André Corten, suivant Castoriadis, « les mots n'ont pas de sens propre mais, en même temps, ils doivent permettre de repérer pour refigurer à partir du magma de significations ce qui est vraiment instituant »<sup>30</sup>. C'est justement parce que les mots n'ont pas de sens propre que l'étude quantitative de leur distribution en tant que signifiants, en tant qu'objets sociaux s'avère nécessaire. C'est à travers l'économie générale de leur utilisation que l'on peut saisir les fixations de sens, les effets discursifs de l'institution imaginaire de la société.

---

<sup>30</sup> Corten, André, «Imaginaire de la vie ordinaire en Amérique Latine : cadre conceptuel», *Cahiers des imaginaires*, 1, 2003.

## Graphique 1

### Les références au domaine national-populaire et socio-économique dans les messages présidentiels annuels à l'Assemblée législative (1984-2005)

Fréquence relative agrégée d'utilisation des mots « nation » / « national-e-s » / « peuple » / « populaire » et « société » / « social-e-s » / « économie » / « économique-s »

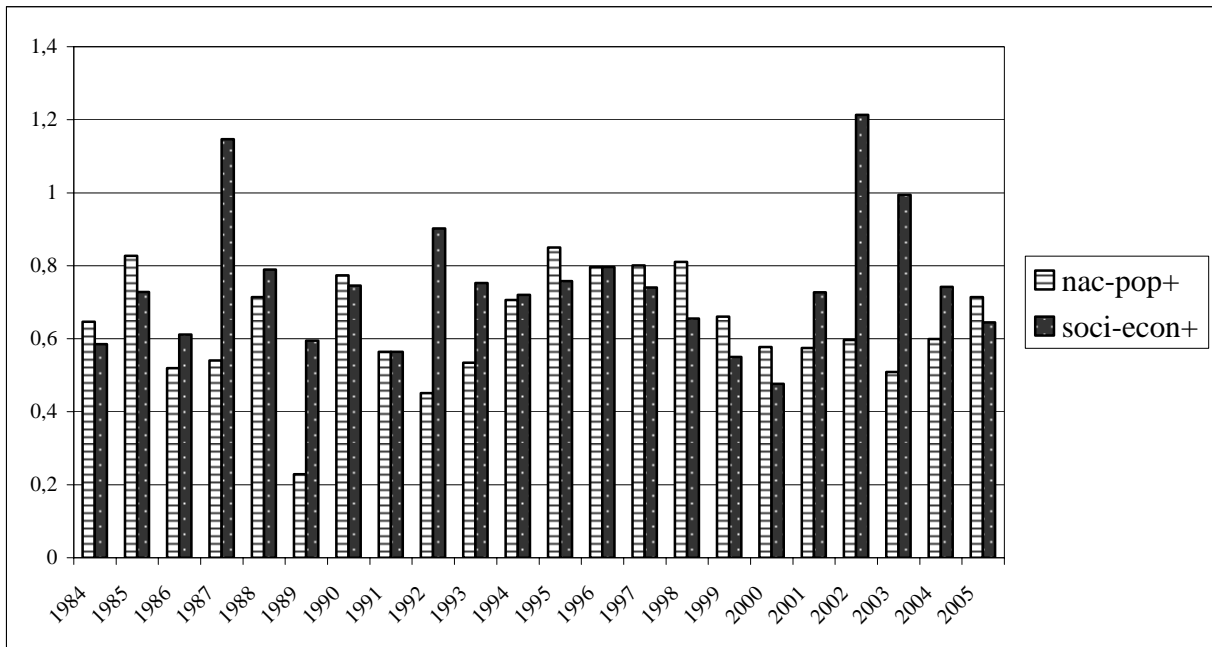


Tableau 1

**Les notions distinctives du discours des présidents Perón (1948-1954), Alfonsín (1983-1989), Menem (1989-1999) et Kirchner (2003-2004)**

Perón			Alfonsín			Menem			Kirchner		
Mot	FT	FP	Mot	FT	FP	Mot	FT	FP	Mot	FT	FP
pueblo	3134	326	esfuerzo	1810	1113	estado	2379	1159	argentinos	3193	1162
doctrina	152	51	democracia	2103	1641	comunidad	728	476	inclusión	101	98
orden	660	109	sociedad	1686	1015	hermanas	560	407	generar	324	229
descamisados	14	14	modernización	316	267	perón	276	260	recuperar	347	203
obreros	55	25	américa latina	851	556	transformación	486	327	inversión	706	332
masas	33	20	transición	163	149	mercado	591	362	trabajo	1790	662
oligarquía	13	13	paz	1030	621	mundo	2679	1233	volver	434	306
explotación	101	31	autoritarismo	111	102	estabilidad	356	232	argentina	7433	2344
industrialización	52	22	problemas	1124	649	privatizaciones	80	78	construir	760	396
independencia	216	45	convivencia	333	236	hiperinflación	91	82	gente	422	238
trabajadores	553	72	desarrollo	1484	823	desregulación	81	75	exclusión	119	99
derecho	578	75	crisis	870	512	latinoamérica	197	142	impunidad	125	89
unidad	426	61	libertad	1384	753	dios	655	356	sustentabilidad	53	52
compañeros	271	45	conflictos	183	141	productiva	305	191	autoestima	54	52
comunista	17	11	ética	251	177	patria	1474	679	pluralidad	103	77

Note : Les colonnes présentent les fréquences totales (FT) et les fréquences partielles (FP). Pour chaque mot, la FT représente le nombre de fois qu'il apparaît dans l'ensemble de la base des données (qui regroupe les discours des quatre présidents), alors que la FP représente le nombre de fois qu'il apparaît dans le discours d'un président donné.



Tableau 2

**Les cooccurrences du terme « justice » dans le discours des présidents Perón (1948-1954), Alfonsín (1983-1989), Menem (1989-1999) et Kirchner (2003-2004)**

Perón				Alfonsín				Menem				Kirchner			
Cooccurrent	FT	FC	Z	Cooccurrent	FT	FC	Z	Cooccurrent	FT	FC	Z	Cooccurrent	FT	FC	Z
social	183	47	31	universal	134	49	46	salud	174	43	38	equidad	102	46	45
independencia	45	8	10	social	701	113	45	seguridad	290	45	30	dignidad	200	36	24
económica	215	8	3	libertad	753	75	28	educación	223	36	27	social	378	39	18
				paz	621	61	25	libertad	555	45	21	inclusión	97	16	15
				equidad	76	20	25	paz	288	27	17	memoria	85	11	11
								hambre	75	12	16	impunidad	89	11	11

Note : Les colonnes présentent les fréquences totales (FT) et les fréquences de cooccurrence (FC). Pour chaque mot, la FT représente le nombre de fois qu'il apparaît dans l'ensemble des discours d'un président donné, alors que la FC représente le nombre de fois qu'il apparaît en même temps (dans le même énoncé) que le pôle de la cooccurrence (ici le terme « justice »). La probabilité que la cooccurrence soit due au hasard est exprimée en unités standard (Z).